



Débat avec Manuel Aeschlimann, député et politologue
Les stratégies politiques
Cercle du Pont neuf
21 février 2006

Le Cercle du Pont du Neuf réfléchit depuis un an aux spécificités françaises et à leur avenir (laïcité, « déclin français », sécurité sociale, entreprises publiques ou politique culturelle), mais derrière tous ces enjeux et la difficulté de mener ces débats se trouvent aussi les particularités du système politique français. C'est pourquoi les rendez-vous électoraux de 2007 vont être essentiels.

Déjà, le référendum du 29 mai 2005 a montré que le débat politique tendait à se crispier autour de ces « exceptions françaises » et que la voie de la réforme était étroite, en une période où le risque de décrochage dans la compétition mondiale s'accroît pourtant. A l'instabilité de l'électorat, s'ajoute le fonctionnement même de la vie politique française, encore marquée par le traumatisme de 2002 et très critiquée, au point de voir renaître le débat institutionnel. Le système politique et électoral français semble plus inefficace et complexe que tous ses équivalents étrangers.

La place du politique en France est-elle satisfaisante ? Quels sont maintenant les ressorts de l'élection ? Que peut-on prévoir pour 2007 ?

La position de l'homme politique

Le rôle de l'élu dans la société s'est fortement dégradé au fur et à mesure de la défiance croissante de l'opinion pour le système politique, de la décreue du militantisme et de la montée de l'abstention et des votes protestataires. Les vocations se raréfient. Alors que le souvenir des scandales des années 1980 n'est pas encore effacé, la majorité des élus n'arrive plus à susciter l'intérêt du peuple, entre les règles désuètes des campagnes officielles et la désillusion sur le pouvoir réel du décideur politique.

S'il n'est plus le tribun de la troisième République ou le technocrate de l'après-guerre, le portrait robot de l'homme politique nouveau est difficile à établir, au risque de miser uniquement sur sa médiatisation personnelle.

Les partis, maîtres du financement et des investitures, conservent un rôle central face aux élus, mais semblent parfois avoir perdu leur légitimité, pourtant constitutionnelle, dans l'opinion. Ils tentent aujourd'hui de reconquérir leurs militants et d'accroître la démocratie interne. Bien loin des grands partis centenaires anglais ou allemands et de leurs corpus idéologiques, ils sont surtout identifiés en France, au mieux à leur chef et au pire à leurs querelles intestines.

Le rapport entre les journalistes et les hommes politiques a-t-il été assaini en France, entre consanguinité dangereuse et instrumentalisation des médias ? Dans quel sens la communication politique doit-elle évoluer ? Faut-il autoriser les spots télévisés ? Quel est l'apport d'Internet ? Comment éviter les dérives « à l'américaine », entre coût des campagnes et attaques personnelles ?

En quoi l'intrusion croissante du juge dans le jeu politique constitue-t-il un risque ?

L'élu local échappe-t-il à la crise ?

L'électeur-consommateur et le « vote sur enjeux »

Manuel Aeschlimann enseigne à Sciences-po et analyse les ressorts et intérêts de chaque groupe social pour adapter les programmes politiques et les propositions à leurs besoins et à leurs aspirations. Cette méthode est sous-tendue par un constat : les motivations du vote ont changé et les électeurs sont passés du vote idéologique au « vote sur enjeux », au premier rang desquels la sécurité et le chômage.

Comment les partis politiques peuvent-ils conserver une vision cohérente de leur programme ? Ne risquent-ils pas de transformer celui-ci en une juxtaposition de promesses catégorielles ?

Entre stratégie électorale et conviction politique, comment trouver l'équilibre et jusqu'où peut-on aller pour gagner une élection ?

Les règles de financement ne figent-elles pas le paysage politique ? Les modes de scrutin sont-ils toujours déterminants ? Lesquels peuvent-ils et doivent-ils encore faire l'objets d'ajustements ?

Les perspectives de 2007

Le grand rendez-vous électoral (présidentielle, législative, cantonales, sénatoriales puis municipales) dégage un sentiment de désordre incomparable avec les élections précédentes. L'incertitude tient tout d'abord évidemment à la volatilité de l'opinion d'ici à l'échéance. A quatorze mois de l'échéance, les enquêtes d'opinion donnaient comme vainqueurs : Valéry Giscard d'Estaing en 1981, Raymond Barre en 1988, Edouard Balladur en 1995 et Lionel Jospin en 2002.

Mais elle se renforce désormais, du fait des innombrables aléas de cette compétition étrange et extrêmement serrée. Le poids de l'extrême gauche s'accroît ; celui de l'extrême droite reste important (même si la capacité de Jean-Marie Le Pen à se présenter n'est pas évidente, tant pour des raisons de santé que du fait de la difficulté de rassembler les signatures de parrainage) ; les candidatures de François Bayrou et de Philippe de Villiers créent un risque de dispersion à droite ; la guerre des chefs socialistes ne semble pas connaître de terme. Enfin et surtout la présence éventuelle de deux candidats pour l'UMP et/ou pour le PS pourrait diviser les voix de ces partis. Pour toutes ces raisons, aucune hypothèse ne se dégage vraiment à ce stade sur le duel du second tour de l'élection présidentielle, à l'inverse des élections précédentes.

Quels enseignements peut-on tirer du résultat du référendum européen et en particulier de la poussée du « non de gauche » ? Pourquoi ce mouvement n'a-t-il pas eu d'impact à ce stade sur la ligne directrice du PS ? Est-ce ou non un signe d'un développement dans l'opinion des idées et des enjeux défendus par la gauche ?

La réédition du scénario de 2002 : existe-t-il un risque de voir à nouveau JM Le Pen présent au second tour de l'élection présidentielle, voire en tête du premier tour ? L'élection au second tour d'un candidat ayant obtenu un faible score de premier tour (avec un faible écart de voix avec ses autres concurrents modérés), du fait de cette dispersion ne risque-t-il pas de porter durablement atteinte à la fonction présidentielle ?

Dans ce contexte, quelles pourront être les stratégies mises en œuvre par les grands candidats ?